

La facture

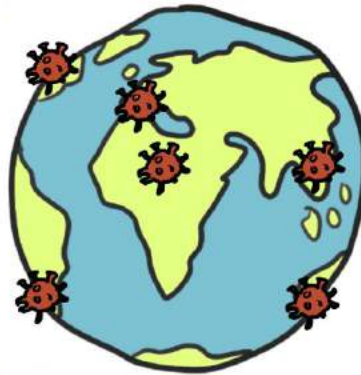


La CGT Airbus Defence & Space est heureuse de vous proposer la dernière bande dessinée d'Emma sur la crise du Covid-19



Je ne vous apprend rien en vous disant que depuis décembre, une pandémie frappe l'humanité*.

Plus d'1,8 millions de cas de COVID-19 ont été confirmés. Environ 114 000 personnes sont décédées.



À ce jour, la moitié de la population mondiale est confinée.

Le nombre de demandeurs d'emploi augmente dans des proportions inédites.

Aux Etats-Unis, les inscriptions au chômage ont atteint l'équivalent de 5 fois l'année 2008 en seulement 3 semaines.

Les hôpitaux sont débordés et commencent à trier les patients.

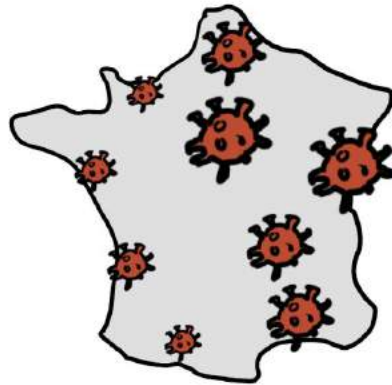
À Milan, le principal crématorium a dû fermer ses portes, faute de place.

* Données disponibles en date du 13 Avril 2020

En France, les premiers cas connus datent
du 24 Janvier.

Aujourd'hui, presque 100 000 sont confirmés.

Plus de 14 000
personnes
sont décédées.



Faute de lits dans
les hôpitaux,
plusieurs centaines de
malades sont
transférés vers les
régions moins touchées.

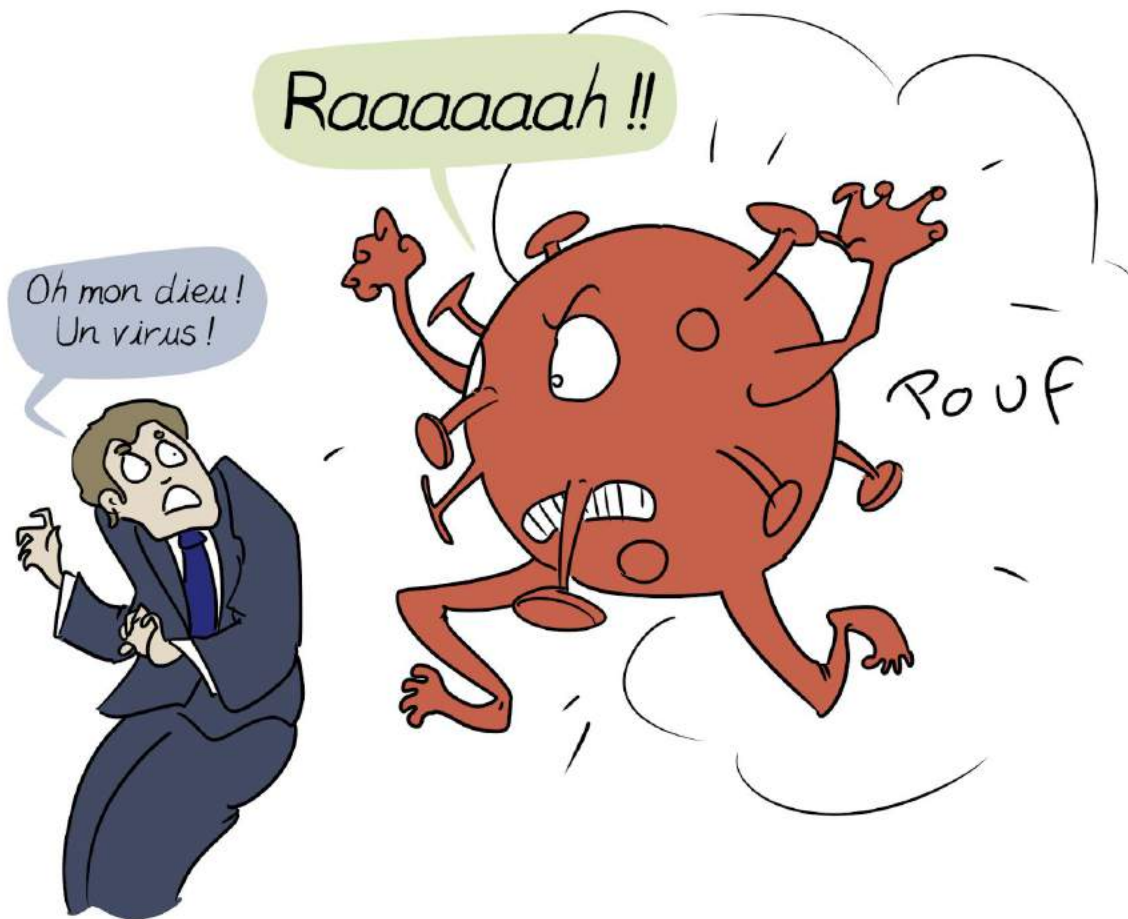
Le personnel mobilisé (hôpitaux, commerces,
transports, maintenance) travaille avec
un stock de masques quasiment nul,
au péril de sa vie.

*En haut, on parle de ce personnel
en termes héroïques. Des combattant•es,
dont certain•es meurent au front
face à l'ennemi.*

*Saluons la mémoire des
soignants qui ont payé de
leur vie leur engagement
pour sauver des vies.*



Ça donne l'impression que cet ennemi était imprévisible, comme sorti de nulle part.



Pourtant, dès fin janvier, on savait qu'il y avait (officiellement) 800 cas et 26 décès en Chine, et que le virus arrivait en Europe.
Mais, en haut ...

Agnès Buzyn,
Ministre de la Santé
24 janvier 2020



Les risques de propagation dans la population française sont très faibles.

Cocouuuuuu

Dans un entretien avec Le Monde, Buzyn avouera ensuite qu'elle savait depuis le 20 décembre que la situation était grave et qu'elle en avait averti le Premier ministre.

Un mois plus tard, alors que la France comptait déjà 300 cas et 6 morts, le couple présidentiel allait au théâtre afin « d'inciter les Français à continuer de vivre normalement. »

Valeurs aux résistants



Nous ne renoncerons à rien ! La vie continue !

C'est moiiiiii
Le viruuuuus



6 mars 2020

Au même étage et au même moment,
côté éducation ...

Même si on passe au
stade 3, ça ne sert à
rien de fermer les
écoles !



J'arriiiiiiiiive!

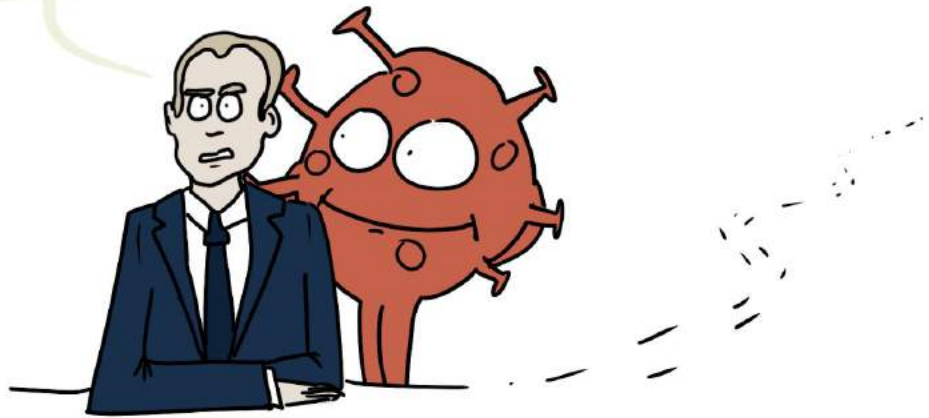


Jean-Michel Blanquer
Ministre de l'éducation
5 Mars 2020

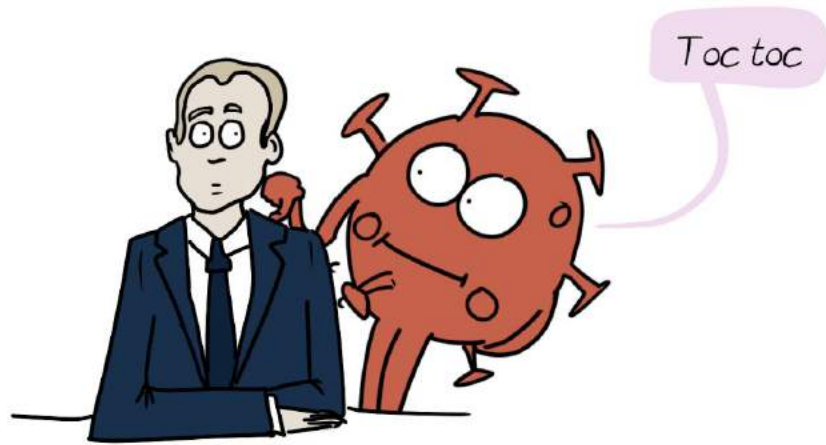
Une semaine plus tard, alors qu'on
passait au stade 3 ...

Il n'y a aucune raison
de ne pas maintenir
les municipales.

Et surtout, continuez
d'aller travailler.



Vous connaissez la suite.



Là, on pourrait être tenté de croire qu'on est gouvernés par des incompetents.



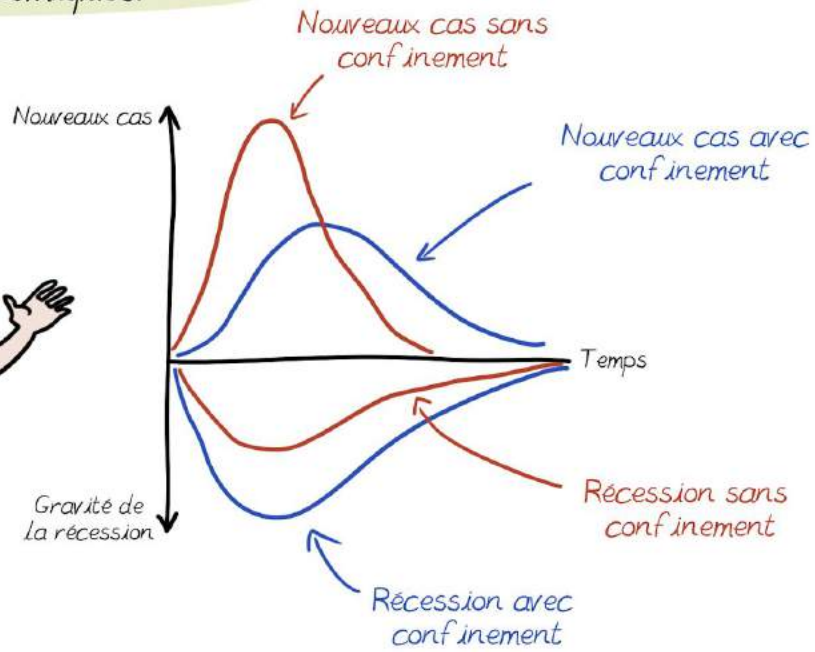
Mais ce n'est pas le cas.

Toutes les décisions qui ont été prises depuis le début de la pandémie sont complètement rationnelles. Nos gouvernants jouent leur rôle.



Et leur rôle, celui pour lequel leur arrivée au pouvoir a été financée, ce n'est pas de nous protéger nous, mais l'économie.

On le voit dans ce graphique que j'ai repris du Forum économique mondial : Le confinement ralentit la propagation du virus, mais aggrave les impacts économiques.



En nous demandant de ne plus voir nos proches mais d'aller bosser, même dans les secteurs non essentiels, nos gouvernants ont choisi de privilégier les profits au détriment de nos vies.

*Fabrication de parfum?
C'est ok, circulez!*



*Enterrement? Non
Monsieur, ça fera
135€.*



C'était possible de limiter la propagation du virus, en appliquant les mesures reconnues comme efficaces en cas de pandémie.

*Par exemple, tester massivement et confiner la population dès les premiers cas.
Communiquer de façon pédagogique, transparente et claire.*

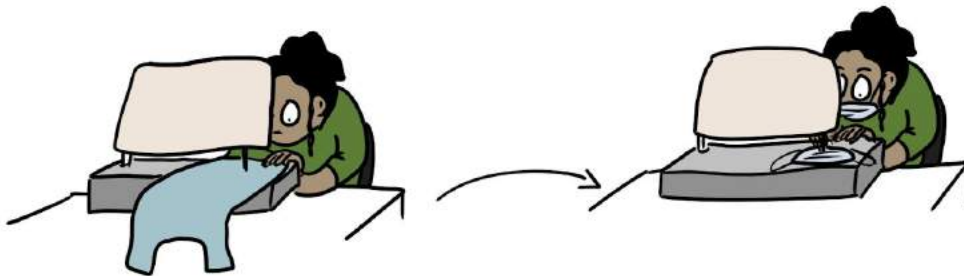


Mettre à l'arrêt toute la production non essentielle à la vie humaine pendant le confinement, afin de mettre ses salarié·es à l'abri.



Quels sont les besoins de la population pour pouvoir vivre dignement ? Ce qui est suspendu ou maintenu devrait être discuté démocratiquement.

Réorienter massivement la production vers
la fabrication de masques, de gels,
de tenues de protection.
Garantir aux salarié·es les conditions de
travail les plus sécurisées possibles.



Et augmenter leur salaire!
De façon définitive! Car il ne
vous aura pas échappé que les
personnes qui font les boulots
essentiels sont aussi celles qui sont
les plus mal payées!

Vous trouvez ça
normal? Moi pas!



Nos gouvernants ne sont pas idiots. Ils savent que c'est ce qui éviterait le plus de victimes.

Mais ça implique d'en faire une autre, de victime : le profit. Et ça, dans leur logique, c'est inenvisageable.



Alors ils retardent au maximum toute décision qui impacterait les actionnaires.

Et c'est flagrant en ce moment, mais cette logique, ils l'ont toujours appliquée.

En 2002 après l'épidémie de SRAS, un médicament qui soignerait toutes les formes de coronavirus a fait l'objet de recherches scientifiques. Manquant de moyens, elles ont été abandonnées.

En 2006, l'intérêt pour le SARS-CoV avait disparu. Nous avons alors eu du mal à financer nos recherches.

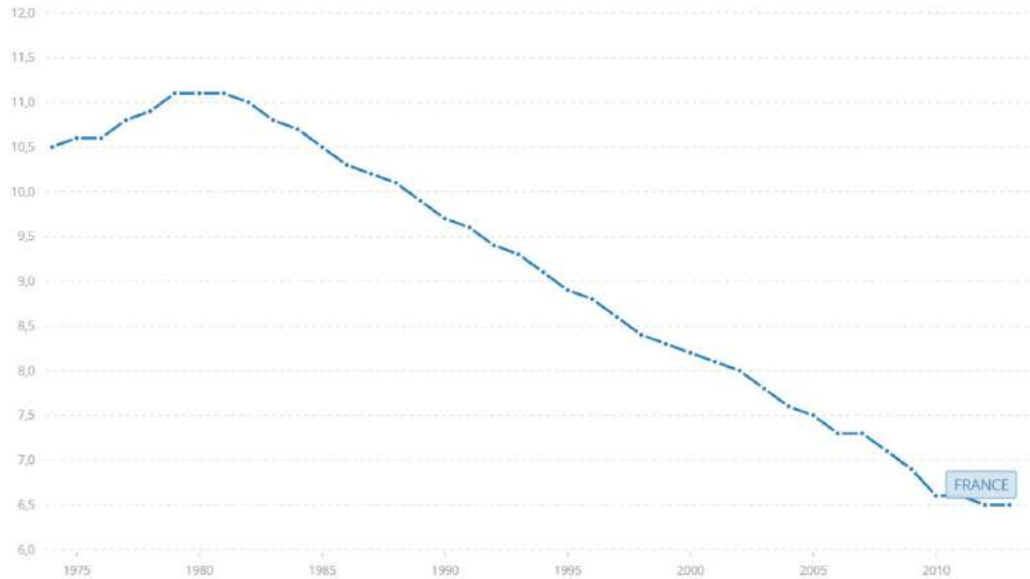


Désormais, quand un virus émerge, on demande aux chercheurs de trouver une solution pour le lendemain. Or, la science ne marche pas comme cela. Cela prend du temps et de la réflexion.

En 2015, le virologue Bruno Canard a averti la commission européenne des risques d'émergence d'un nouveau coronavirus. Il n'a reçu aucune réponse.



Alors, les lits disparaissent : plus de 30%
ont été supprimés en 40 ans.



↗
Nombre de Lits d'hôpital pour 1000 habitants en France
d'après Les données de la Banque Mondiale

*D'ailleurs, avant la pandémie, les urgentistes,
puis les hôpitaux, ont fait huit mois de grève
dans l'indifférence générale.*



*Enfin, indifférence de l'opinion publique.
Côté gouvernement, c'est plutôt mépris,
lacrymo et coups de matraque.*

*Faute de donner des moyens, on « paie »
les sacrifié.es avec des coups de com.*



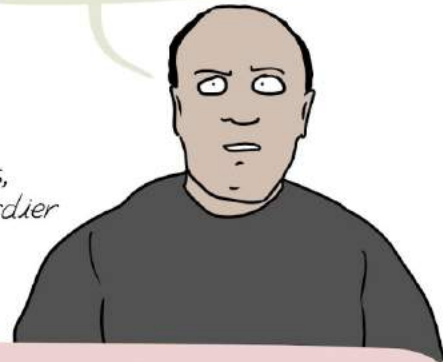
*Mais les honneurs, ça ne remplace pas
des vies perdues.*

Et les applaudissements non plus. Si certains soignants les trouvent réconfortants, pour d'autres, ils ont un goût amer.

Les applaudissements me font ni chaud, ni froid. C'est se donner bonne conscience sans prendre aucun risque. Ces gens vont-ils s'inquiéter des nouvelles lois qui passent comme sur les congés payés ?

Dans la masse des gens qui applaudissent, il y'en a qui sont évidemment sincères. Mais ils devraient d'abord gueuler contre le gouvernement en place.

Mustapha, 58 ans,
syndiqué et brancardier
depuis 40 ans.
Frustration. La revue



Maeva, psychiatre
à l'APHP
Les pieds sur terre



Jeudi soir j'étais dans la rue, après une journée difficile. J'ai entendu les applaudissements et la colère est montée, très fort. J'ai commencé à crier dans la rue, qu'on ne voulait pas des applaudissements, mais des moyens pour l'hôpital. On m'a insultée.

Et même logique pour les masques.

Jusqu'en 2013, on gardait des **stocks stratégiques**, au cas où une épidémie surviendrait : 25% des protections étaient inutilisées.

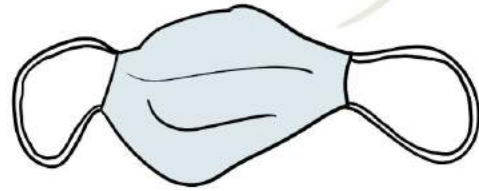
600 millions de masques FFP2 et 800 millions de masques chirurgicaux sont alors disponibles.

En 2013, Marisol Touraine décide de déléguer la gestion des stocks aux employeurs. Oui, ceux qui ont été remplacés par des managers.

A l'arrivée de l'épidémie, le stock ne contient plus que 80 millions de masques chirurgicaux et **aucun masque FFP2**.

En parallèle, par contre, 4 ans de « stocks stratégiques » de gaz lacrymogènes ont été constitués.

Mieux vaut trop que pas assez !



C'est quoi ça ?

Des protections ?

Non, c'est des coûts inutiles !



Les managers appliquent la doctrine du « zéro stock » : on commande les masques au fil de l'eau. En temps normal, c'est suffisant ...

... mais avec la pandémie, chaque pays réquisitionne sa production pour ses propres besoins. Et les masques de nos hôpitaux ne sont pas produits en France.



Quand l'épidémie arrive, l'État sait qu'il y aura une pénurie de matériel médical en France.

Mais plutôt que de l'avouer,
les communicants choisissent
de nous mentir.

Il n'y a pas de
sujet de pénurie.



Jérôme Salomon,
Directeur général de la Santé
Le 26 février 2020

Lorsque nous ne sommes
pas malades ou pas
soignants, le port du
masque n'est pas utile.



Sibeth Ndiaye,
Porte Parole du gouvernement
Le 26 Mars 2020

Et puis, toujours dans l'idée de protéger les profits, l'État autorise les secteurs non essentiels à se servir dans les stocks.

Le 02 Avril, Mediapart révélait que le constructeur Airbus avait repris son activité en plein confinement, utilisant plusieurs milliers de masques par jour.



Résultat : le personnel soignant est rationné.

Nos stocks de masques fondent à vue d'œil, c'est un grave amateurisme de la part de l'État.

On racle les fonds de tiroir. Le week-end dernier, j'ai moi-même fait le tour des mairies, après les élections, pour récupérer les flacons de gel hydroalcoolique.

Yannick Gottwalles, chef du service des urgences de Colmar à Mediapart, le 19 Mars 2020



Depuis le début de l'épidémie, 1200 d'entre eux ont été contaminés et au moins 6 sont décédés.

Alors toutes celles et ceux qui meurent
aujourd'hui sont peut-être des « héros », mais
ce sont aussi et surtout des victimes,



sacrifiées sur l'autel du profit.

Bon. Aujourd'hui, on en est là. Mais la question qu'on devrait se poser, c'est : et après ?

Quel monde « post COVID » veut-on ?

Est-ce qu'on continue sur cette trajectoire qui nous envoie droit dans le mur, nous et notre planète ?



Beaucoup espèrent que nos gouvernants ont compris.

Compris que celles et ceux qui font tourner la société, ce ne sont pas les actionnaires, mais les personnes qui risquent leur vie aujourd'hui : dans les supermarchés, sur les routes, dans les hôpitaux.



Compris que les services publics ne peuvent et ne doivent pas être rentables.

Que protéger une population, ça implique d'anticiper. De produire des choses et de rechercher des traitements « au cas où ».

Bref, de dépenser de l'argent qui ne sert ni à spéculer, ni à verser des dividendes.

Et à les écouter, on pourrait presque y croire.

Il nous faudra demain tirer les leçons du moment que nous traversons.

Ce que révèle cette pandémie, c'est qu'il est des services qui doivent être placés en dehors des lois du marché.



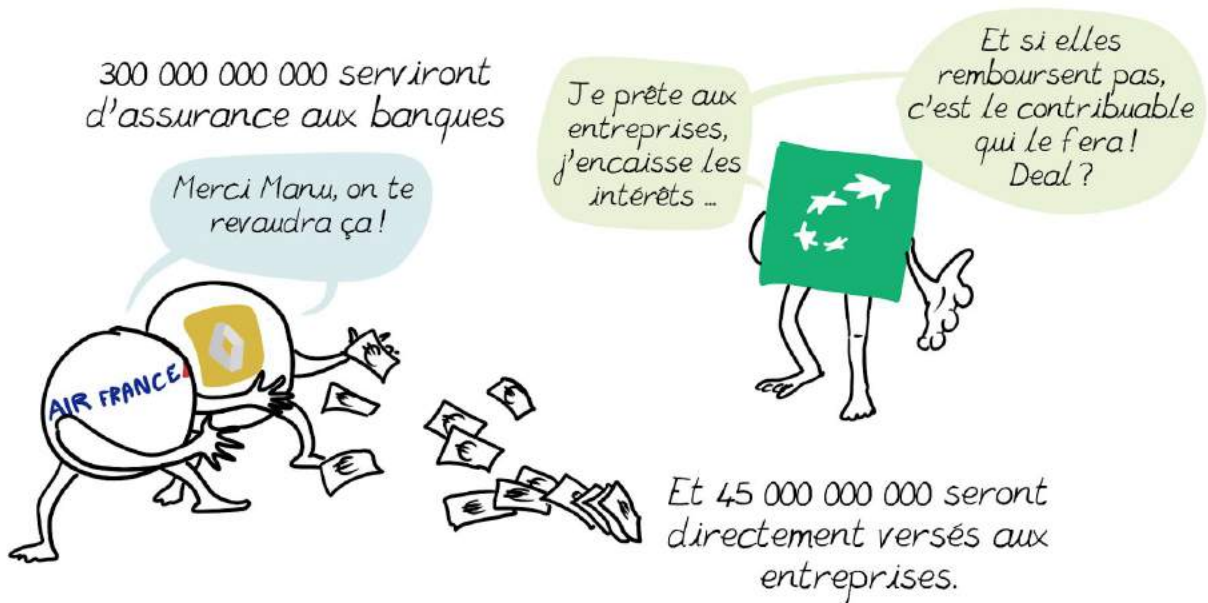
Mais le plan derrière les discours est bien différent.

Le plan, c'est faire de ce ralentissement une parenthèse. Reprendre comme avant, puis accélérer. Et nous faire payer la facture.

Le texte de loi « d'urgence sanitaire », voté le 21 Mars, prévoit un allongement du temps de travail, l'autorise aussi le dimanche, et permet aux employeurs d'imposer les jours de repos à leurs salarié·es.



Ainsi, l'État a débloqué 345 milliards de nos impôts, pour soutenir les entreprises.



Cadeau voté par tous les députés de l'Assemblée Nationale!
Oui, même ceux « de gauche ».
Si vous vous demandiez encore pourquoi je suis révolutionnaire ...

Bon, là, vous vous dites peut-être qu'il faut bien aider les petits commerces.

Et bien sachez que seuls 1,5 milliards leur sont destinés. Et en plus, qui va payer ?

C'est not' bon coeur.

Vous avez bien lu. Après avoir supprimé l'ISF, la flat tax et fait cadeau du CICE, le gouvernement nous demande la « charité ».



Côté hôpital public, on prévoit aussi d'accélérer la destruction.

En pleine pandémie, l'Agence Régionale de Santé Grand-Est vient de valider la suppression de 174 lits et de 598 postes au CHRU de Nancy.



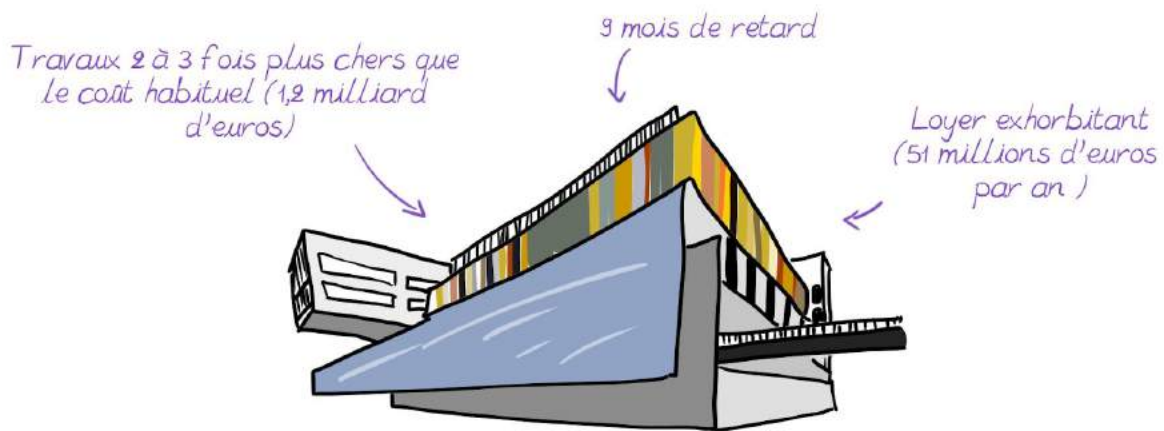
Mais rassurez-vous, pour l'instant toutes les suppressions de postes sont suspendues!

Suspendues ou annulées?

Chut.

Et le « plan post-Covid pour l'hôpital public » a été révélé par Mediapart via une note de la Caisse des dépôts. Il prévoit au contraire un renforcement des Partenariats Public-Privé.

Pourtant, ces collaborations sont de véritables fiascos financiers, à l'image du partenariat hôpital Sud-Francilien / groupe Eiffage en 2011.



Ils se révèlent si nocifs que la Cour des Comptes a demandé à les limiter en 2018. Alors pourquoi les relancer ? Eh bien, car en triant les patients et en choisissant les soins, le privé permet de dégager du bénéfice, donc de verser des dividendes.

Nous devons être conscients que la pandémie va durer. Contrairement à ce qu'on essaie de nous faire croire, on en a pour plusieurs mois, peut-être même un ou deux ans. C'est le temps nécessaire pour trouver un vaccin.



Ça va plonger le monde plus profondément dans la crise dont on n'est jamais vraiment sorti depuis 2008.

Et vu que les actionnaires comptent bien continuer de vivre comme avant, les gouvernants vont finir de raboter le peu de droits qu'on avait acquis. Les semaines de 60 heures et les congés imposés vont devenir la règle.

Même si ça pique un peu les yeux, c'est toujours instructif de lire les propos du MEDEF. Pas de vernis, ils annoncent direct la couleur.

La question des congés payés et du temps de travail se posera.

L'important, c'est de remettre la machine économique en marche et de reproduire de la richesse en masse, pour tenter d'effacer, dès 2021, les pertes de croissance de 2020.



Geoffroy Roux de Bezieux,
Président du MEDEF,
11 Avril 2020

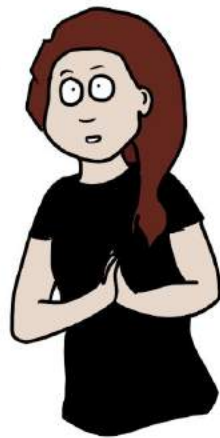
Bref. Je sais pas vous, mais moi, je n'ai qu'une phrase en tête : c'est y'a pas moyen.



Y'en a marre, de bosser comme des chiens et de donner encore pour réparer les pots cassés par les petits calculs de ces profiteurs.

Le problème, c'est qu'on se sent coincés ! Comment se battre en plein milieu d'une pandémie ?

Déjà, la priorité, c'est de vous protéger, vous et vos proches !



Si votre activité est non essentielle, ou si votre employeur ne vous fournit pas de quoi travailler en sécurité, exercez votre droit de retrait !

C'est le cas à La Poste où de nombreux facteurs ont refusé de reprendre le travail.

Vous pouvez aussi politiser vos fenêtres !
A 20h, de plus en plus, les slogans se mêlent
aux applaudissements. « Macron démission ! »
« Du fric pour l'hôpital public ! »



*C'est un bon début.
(et ça fait une activité
banderole avec
les enfants)*

*Je vous encourage aussi à
Lire et partager les articles
que je mets en description
des vignettes.*





Pour toutes questions, contactez-nous :

Elancourt/Bezons/La Ciotat : cgt_elt@airbus.com

Toulouse : cgt_tlse@airbus.com